

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE
DU CADASTRE MINIER

Arrêté N° 17/187 /MMC/SG/DGCM
portant renouvellement à titre exceptionnel du
permis de recherche «POA» de La société
NANTOU EXPLORATION SA.

Vita cf N° 504

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

03 OCT 2017

- VU la Constitution ;
- VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre;
- VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement;
- VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017, portant attributions des membres du Gouvernement;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2017-221/ PRES/ PM/MMC du 24 avril 2017, portant organisation du Ministère des Mines et des Carrières;
- VU le décret n° 2017 - 0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des titres miniers et autorisations;
- VU le décret n° 2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières;
- VU l'Arrêté n°2017-000135/MMC/SG/DGCM du 07 septembre 2017 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002/031/MCE/SG/DGMGC du 06/06/2002, portant définition du montant minimum de dépenses au km²;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU l'arrêté n°2015-000572/MME/SG/DGCM du 02 mars 2015, portant transfert du permis de recherche «POA»;
- VU la lettre n°16-0807/MEMC/SG/DGCMIM du 08 novembre 2016 portant invite à payer des droits fixés à quatre millions (4 000 000) francs CFA ;

VU la quittance n°0312755 du 30 mars 2017 de paiement effectif des droits fixes de renouvellement ;

VU la demande de La société **NANTOU EXPLORATION SA** enregistrée le 26 mai 2016.

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est renouvelé dans les conditions du présent arrêté, le permis de la société **NANTOU EXPLORATION SA** dénommé «**POA**», situé dans la province du Sanguié pour la recherche de l'or.

ARTICLE 2 : Ce permis couvre une superficie de **99,50 km²**. Il est défini par les sommets dont les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM sont les suivantes :

Sommets	X	Y
A	535 400	1 373 400
B	545 100	1 376 400
C	545 100	1 369 100
D	542 500	1 369 100
E	542 500	1 366 700
F	545 100	1 366 700
G	545 100	1 362 500
H	535 400	1 362 500
Ellipsoïde : Clarke 1880 Datum : Adindan, Zone 30N		

ARTICLE 3 : La validité du permis va du **10/07/2016 au 10/07/2019**. Il ne peut plus être renouvelé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4 : La société **NANTOU EXPLORATION SA** bénéficie des avantages douaniers et fiscaux conformément aux dispositions du code minier.

ARTICLE 5 : Les exonérations douanières mentionnées à l'article 4 ci-dessus excluent les taxes et redevances pour les services rendus.

ARTICLE 6 : La société **NANTOU EXPLORATION SA** est tenue de communiquer à la Direction Générale du Cadastre Minier et de l'Information Minière:

- un rapport d'activités au terme de chaque semestre calendaire et un rapport annuel d'activités sur les résultats des travaux de recherche de l'année établis selon les canevas définis par les dispositions de la section 3 de l'arrêté portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations.
- le programme prévisionnel de travail et le budget des dépenses de l'année suivante.

Elle fournira en outre :

1. Tous les renseignements miniers recueillis sur le permis ;
2. Un rapport de synthèse sur tous les travaux exécutés à la fin de chaque période de validité du permis ;

3. Tous les échantillons géologiques et minéralogiques demandés par l'Administration des Mines.

ARTICLE 7 : Sur l'ensemble du permis et durant toute sa période de validité, il est interdit à La société **NANTOU EXPLORATION SA** de mener des activités d'exploitation.

ARTICLE 8: Toute transaction relative au permis de recherche est libre mais tous les documents y relatifs doivent être soumis au Ministre chargé des Mines. En cas de réalisation de plus-value suite à cette transaction, elle doit être notifiée à l'Administration fiscale s/c de l'Administration des Mines.

ARTICLE 9 : Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière, sans préjudice du retrait du bénéfice du code minier et/ou du permis de recherche.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera publié au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 26 OCT 2017



Ampliations :

- 1- SP/Cabinet
- 2- ITS
- 3- DGMG
- 4- DGCM
- 2- BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1- DGI/MINEFID
- 1- Gouverneur / Région du CENTRE OUEST
- 3- NANTOU EXPLORATION SA
- 1 - J.O.
- 1 - Classement

